

France. Jeux d'échecs

L'abandon, en mars 1983, sous le poids de la « contrainte extérieure », de la politique expansionniste et sociale qui fut celle de la première année de gouvernement socialiste a fait sentir ses effets, économiques bien sûr, mais surtout politiques, tout au long de l'année 1984. Face à une opinion de gauche désespérée, à une opinion de droite exaspérée, la

coalition gouvernementale a éclaté et perdu toute ambition de direction politique et morale de la société. L'actualité s'est déportée vers les jeux d'échecs politiques (où le président François Mitterrand a manœuvré comme un grand maître), tandis qu'à la base, s'est développé un débat historique sur l'avenir racial et culturel de la nation.

Immobilisme économique et social

La « politique de rigueur » inaugurée au printemps 1983 avait pour but de rétablir les comptes extérieurs, de ralentir l'inflation et de reconstituer les profits des entreprises, moyennant une baisse du pouvoir d'achat des ménages. Sur tous ces points, la réussite a été incomplète mais réelle. Au prix d'une baisse du pouvoir d'achat de 1,4 % en deux ans, le déficit du commerce extérieur a été ramené au rythme annuel de 20 milliards de francs, déficit couvert en 1984 par l'excédent des « services » (tourisme, assurances, revenus divers). L'endettement net de la France a donc cessé d'augmenter. De même, le recul du pouvoir d'achat des salaires, combiné aux gains de productivité accablés, a ramené la part des profits, dans la valeur ajoutée, au niveau du milieu des années soixante-dix, alors que la crise était encore « bénigne ». Enfin, le taux d'inflation s'est considérablement rapproché de la moyenne européenne.

Mais ces bons résultats étaient intimement liés à la reprise de l'expansion mondiale, tirée par le déficit commercial américain. Les entreprises, ne trouvant plus de débouchés en France, ont dû les chercher à l'extérieur, encore qu'elles y aient perdu du parts de marché, du fait de la surévaluation permanente du franc, qu'aucune dévaluation n'était encore venue corriger deux ans après celle de mars 1983. Cela n'a pas suffi à compenser la baisse de la consommation des produits industriels par les ménages (moins 5,6 %) : la croissance (2 % en deux ans) a été ramenée au plus bas niveau parmi les pays industrialisés. Résultat : le chômage a crû d'un demi-million de personnes en deux

ans. La nouvelle équipe gouvernementale, mise en place en juillet 1984

FRANCE

Capitale : Paris.
Superficie : 547 026 km².
Carte : p. 471.
Monnaie : franc (1 dollar = 9,07 francs au 9.7.85).
Langues : français ; langues régionales : breton, occitan, basque, alsacien, néerlandais.
Chef de l'État : François Mitterrand, président (au 1.8.85).
Nature de l'État : républicain.
Nature du régime : démocratie parlementaire.
Principaux partis politiques : Gouvernement : Parti socialiste (PS) ; Mouvement des radicaux de gauche (MRG) ; Parti socialiste unifié (PSU). Opposition : Rassemblement pour la République (RPR) ; Union pour la démocratie française (UDF) ; Parti communiste français (PCF).

autour de Laurent Fabius et du ministre des Finances, Pierre Bérégovoy, n'a pas infléchi cette politique, si ce n'est par une prudente baisse du taux d'intérêt (sans grand effet sur les entreprises qui n'y ont guère vu d'occasion d'investir, malgré des profits restaurés). On prévoyait toutefois que la baisse des impôts décidée pour 1985 ramènerait légèrement la demande, à quel-ques mois des élections de 1986... si les sous-basants de l'économie américaine ne venaient pas modifier le paysage.

Dans ces conditions, l'appel de Laurent Fabius au « rassemblement pour la modernisation » ne pouvait guère avoir d'effet. L'investissement, qui a recommencé à croître fin 1984, n'a pu compenser la baisse des effectifs dans les branches en déclin (charbonnages, sidérurgie, chantiers navals) ou en restructuration intense (automobile). Faute d'une stimulation économique de l'emploi, le ministre du Travail, Michel Delebarre, sans oser relancer la réduction

1. DÉMOGRAPHIE, CULTURE, ARMÉE

INDICATEUR	UNITÉ	1965		1975		1984	
Démographie							
Population	million	48,8	52,8	54,9			
Densité	hab./km ²	89	97	100			
Croissance annuelle	%	0,9	0,6	0,6 ^a			
Mortalité infantile	‰	22	16 ^d	10 ^a			
Espérance de vie	année	71	72,3 ^d	74,5 ^a			
Population urbaine	%	66	75	79 ^b			
Culture							
Nombre de médecins	‰	1,2	1,6	2,0 ^a			
Scolarisation 2 ^e degré ^c	%	83	82	86 ^c			
3 ^e degré ^c	%	18,2	24,4	26,5 ^c			
Postes tv	‰	369 ^b			
Livres publiés	titre	17 138	29 371	42 186 ^b			
Armée							
Marine	milier d'h.	72,5	69,0	67,7			
Aviation	milier d'h.	122,5	102,0	99,2			
Armée de terre	milier d'h.	350,0	331,5	304,5			

a. 1980; b. 1982; c. 1981; d. 1970-75; e. 1980-85; f. 11-17 ans; g. 1981-84.

2. COMMERCE EXTÉRIEUR^a

INDICATEUR	UNITÉ	1965		1975		1984	
Commerce extérieur							
Total imports	% PIB milliard \$	10,4	15,8	19,8			
Produits agricoles	%	10,3	54,2	103,4			
Produits énergétiques	%	29,1	16,4	13,7			
Autres produits miniers	%	15,5	22,9	24,2			
Total exports	%	3,4	2,5	2,6			
Produits agricoles	milliard \$	10,1	52,2	97,6			
Produits miniers ^b	%	20,6	18,1	19,6			
Produits industriels	%	2,7	1,4	0,2			
Principaux fournisseurs	% imports	73,5	77,8	76,5			
C-E-E		38,8	48,9	50,3			
P-V-D		29,1	15,3	23,9			
États-Unis		10,5	7,5	7,7			
Principaux clients							
C-E-E	% exports	40,9	49,2	48,9			
Afrique		16,2	14,2	11,7			
Autres P-V-D		16,0	15,5	13,7			

a. Marchandises; b. Produits pétroliers non compris.

du temps de travail, a adopté quel-ques innovations sociales importantes : les Travaux d'utilité collective (TUC), les Contrats de formation- reclassement. Il s'agissait de remplacer le simple versement d'allocations chômage par le financement, pour les chômeurs, d'activités sociale-

3. ÉCONOMIE

INDICATEUR	Unité	1965	1975	1984
P I B	milliard \$	98,6	338,9	496,8
Croissance annuelle	%	5,6 ^a	3,6 ^b	1,8
Par habitant	\$	2 020	6 420	9 049
Structure de la P I B				
Agriculture	%	7,0	5,5	4,0 ^c
Industrie	%	46,8	38,5	34,7 ^c
Services	%	46,2	56,0	61,3 ^c
Taux d'inflation	%	4,0 ^c	10,7 ^c	6,7
Population active	million	22,3	22,3	23,0 ^c
Agriculture	%	22 ^d	9,6	7,3 ^c
Industrie	%	39 ^d	35,4	30,7 ^c
Services	%	39 ^d	50,9	52,6 ^c
Chômage ^e	%	0,7	4,4	10,2
Dépenses publiques				
Éducation	% P I B	3,4	5,3	5,1 ^d
Défense	% P I B	5,4	3,3	3,4
Recherche et développement	% P I B	1,4	1,8	2,1
Production d'énergie	million T E C	71,2	47,9	57,0 ^c
Consommation d'énergie	million T E C	150,6	197,5	208,2 ^c

a. 1983; b. 1971-80; c. 1961-70; d. 1980; e. 1974-78; f. Fin d'année; g. 1960.

ment utiles ou de stades de reconversion. Cette politique a eu un succès réel qui s'est traduit dans les statistiques du chômage du début de 1985. Mais le débat politique et syndical sur ces innovations potentiellement fécondes est resté assez médiocre. Plus généralement, l'idée d'un usage « productif » des fonds de l'État-providence a reculé au bénéfice de la vogue libérale qui, sur le terrain social, a pris le nom de « flexibilité ». En décembre 1984, plusieurs syndicats, dont la CFDT, sont allés jusqu'à négocier avec le patronat, pour de très faibles contreparties, de graves abandons sur la législation sociale : l'opposition de la base a fait rejeter l'accord.

Le qui-perd-gagne politicien

Dans cette ambiance économique et sociale morose, la base populaire

de la gauche s'est déliée : les classes moyennes ont rejoint la droite, les classes populaires ont reflué vers l'abstention. Les élections européennes de juin 1984, à la proportionnelle, ont permis de mesurer l'étendue du désastre : la gauche est tombée en dessous de 40 % (dont 11 % pour le PCF), la droite est devenue majoritaire... avec une extrême droite de 11 % (le Front national de M. Jean-Marie Le Pen). Le président Mitterrand n'avait plus qu'une carte à jouer : son génie manœuvrier. Il y a excellé.

L'offensive lancée par les partis de gauche pour l'unification du système scolaire dans le cadre public n'avait suscité aucune mobilisation de masses : l'école publique, excellent appareil de promotion sociale des classes moyennes, avait toujours été perçue dans les classes populaires comme excluante, voire humiliante. En revanche, la perspective d'une perte d'indépendance des écoles privées a provoqué une large opposition, habilement canalisée par

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- BEAUD M., *La politique économique de la gauche*, Syros, Paris, 1984 et 1985.
 JOFFRIN L., *La gauche en voie de disparition*, Le Seuil, Paris, 1984.
 LIPIETZ A., *L'audace ou l'enlèvement*, La Découverte, Paris, 1984.
 MERMET G., *Francois : qui sont-ils ? où vont-ils ?*, Librairie Larousse, Paris, 1985.
 POTEL J.Y. (sous la direction de), *L'état de la France et de ses habitants*, La Découverte, Paris, 1985.

Dossiers

- « La décentralisation », *Les Temps modernes*, n° 463, février 1985.
 « La gauche ou la contrainte extérieure. I. Les problèmes monétaires. II. La politique industrielle », *Critiques de l'économie politique*, n° 29, 4^e trimestre 1984, et n° 30, 1^{er} trimestre 1985.
 « Le local sous influences », *Autogestions*, n° 19, avril 1985.
 « Politique : la désintoxication », *Esprit*, décembre 1984.
 « Les politiques économiques de la gauche », *Les Cahiers français*, n° 218, octobre-décembre 1984.
 « La tentation autoritaire en France », *Les Temps modernes*, n° 465, avril 1985.

la droite et cautionnée par l'Église. La majorité parlementaire pouvait voter la loi scolaire de son choix, mais l'opposition exigeait un référendum qu'elle était sûre de remporter. Cette opposition a réuni, en juin 1984, une gigantesque manifestation de deux millions de personnes. Coincé entre les urnes et la rue, le pouvoir s'est trouvé dramatiquement isolé.

En juillet 1984, le président a rompu miraculeusement l'enceferment. Il a retiré la loi scolaire, proposé un référendum sur... la possibilité d'organiser un référendum scolaire, et a changé de gouvernement. Le Parti communiste en a profité pour quitter la majorité gouvernementale, mais la question scolaire a été noyée dans les subtilités juridiques autour du référendum, qu'il ne restait plus qu'à enterrer à son tour. Le nouveau ministre de l'Éducation, Jean-Pierre Chevène-

ment, a fait voter des aménagements « simples et pratiques » qui réduisaient les avantages exorbitants de l'enseignement privé, puis s'est lancé dans une campagne en faveur de « l'élitisme républicain » : une restauration de l'autorité des maîtres et du culte du savoir dans l'école publique. Cette réhabilitation de l'idéal laïc de la III^e République, si elle satisfaisait la majorité des enseignants et des parents, laissait entière la crise de l'école qui s'exprimait dans son incapacité à faire goûter et à transmettre une culture élitiste dans les classes populaires.

La question scolaire (la fausse, celle de la séparation public-privé) était à peine éteinte, qu'éclatait la crise de Nouvelle-Calédonie. Territoire français du Pacifique, avec 40 % d'indigènes kanaks, 40 % d'Européens, 20 % d'immigrants venus d'Océanie, la Nouvelle-Calédonie est un cas d'espèce dans l'histoire de

la décolonisation : le peuple dominé y est minoritaire (contrairement à l'Algérie) mais peut redevenir démographiquement majoritaire (contrairement aux colonies de peuplement, comme en Argentine ou en Australie). La démocratie formelle ne peut résoudre le problème.

Le 18 novembre 1984, le Front national de libération kanak et socialiste a organisé le boycottage violent des élections pour l'assemblée locale, débouchant ainsi sur une coupure du territoire entre Nouméa, la capitale blanche, avec son gouvernement « légal », et la brousse en insurrection. L'émissaire du gouvernement, Edgar Pisani, a mis au point une solution de compromis, l'« indépendance-association », qui reconnaissait aux Kanaks une souveraineté théorique que tout en imposant des garanties sur la présence ultérieure de la France et des Français. Ce schéma ne pouvait fonctionner que s'il obtenait à l'avance le consensus de tous. Or, si une large majorité, en France comme en Nouvelle-Calédonie, était persuadée de l'inévitabilité de l'indépendance, la majorité des colons s'y est opposée. La droite, locale et métropolitaine, a organisé une violente campagne contre le plan Pisani, dans le but d'en tirer bénéfice aux élections de 1986. Il paraissait peu probable que cet objectif fût atteint, mais, en Nouvelle-Calédonie, l'espoir d'une solution raisonnable semblait encore reculer.

Pendant ce temps, l'image pragmatique, moderniste, gestionnaire, « désidéologisée », que le jeune Premier ministre a donnée de lui-même lui a assuré progressivement une large popularité, qui ne s'est nullement repercutée sur le Parti socialiste (PS) ou sur le président. Parallèlement, le PCF, lancé dans une opposition « de gauche » sectaire, n'en a pas recueilli davantage de fruits. Les élections cantonales de mars 1985 ont confirmé le large avantage de la droite, hypothéquée par le poids en son sein de l'extrême droite. C'est alors que le président Mitterrand a tenté, avec succès, une

nouvelle manœuvre : l'adoption du scrutin proportionnel pour les élections législatives de 1986. Les modalités techniques (répartition des restes à la plus forte moyenne sur base départementale), tout en défavorisant les petites formations, divisent les formations moyennes de l'opposition, et laissent au président l'espoir de pouvoir manœuvrer au centre gauche, même en cas de victoire numérique de la droite : car celle-ci devrait gouverner ou avec le PS qui reste le seul « gros » parti, ou avec le Front national, parti raciste et autoritaire.

Libéralisme et racisme

Ces habiles manœuvres ne pouvaient cacher, au milieu de 1985, l'immense recul des valeurs de la gauche dans l'opinion. La nouvelle hégémonie des mythes libéraux en était le premier indice. Le laissez-faire, l'individualisme, la libre entreprise, apparaissent dans les sondages comme les panacées universelles. La foi dans une maîtrise collective du progrès, et d'abord dans les issues collectives à la crise, s'est effondrée. Au « chacun pour soi et que le meilleur gagne » de la droite ne s'opposait plus, dans le discours gouvernemental, que l'affirmation selon laquelle le dynamisme de chacun, à travers la modernisation du pays, ne peut que correspondre à l'intérêt de tous. Pourtant, une analyse plus précise des sondages révélait une sorte de schizophrénie de l'opinion publique : la confiance coexistait avec la volonté de sauvegarder les avantages de la solidarité nationale telle que l'organise l'Etat-providence. Dans cette confusion, le choix gouvernemental d'abaisser le niveau des prélèvements obligatoires a aussitôt été suivi par sa conséquence mécanique : le recul de la protection sociale des chômeurs et

l'aggravation de la situation des « nouveaux pauvres ».

La question du racisme paraissait encore plus grave. L'épouvantail de « l'insécurité liée à l'immigration » avait été le cheval de bataille de la droite aux élections municipales de mars 1983. Le tabou sur le racisme imposé par l'horreur nazie étant ainsi levé, le champ était libre pour l'extrême droite qui, on l'a vu, a recueilli 10 % des suffrages en 1984. Ce phénomène n'a fait, bien sûr, que révéler une tendance latente de la société française d'autant plus alarmante qu'elle était confrontée, en 1985, à un choix historique : la France qui s'est construite par immigration (un Français sur trois a l'un de ses grands-parents immigré), mais une immigration européenne et catholique, allait-elle accepter d'im-

corporer une nouvelle vague, plus sombre de peau et souvent musulmane ? Seul débat de fond clairement posé dans ces tristes années, la question du racisme, à laquelle le gouvernement a répondu par des mesures très contestables de limitation du regroupement familial, a suscité pourtant une lueur d'espoir : le succès, auprès de la jeunesse, des « marches des Beurs » (immigrés de la seconde génération), du mouvement « SOS racisme », et de son célèbre badge « Touche pas à mon pote ». On pouvait y voir le germe d'une relève de la gauche dans un paysage idéologique qui a ramené le balancier politique au niveau du début des années soixante.

Alain Lipietz